



THE NEW DEMOCRATS
LES NÉO-DÉMOCRATES

RELEVER LE DÉFI
Ed Broadbent et les
Néo-démocrates prennent la parole
pour les Canadiennes
et Canadiens

RELEVER LE DÉFI

Ed Broadbent et les Néo-démocrates prennent la parole pour les Canadiennes et Canadiens

Les Canadiennes et Canadiens ressentent confiance et fierté lorsqu'ils pensent à leur pays. Nous sommes fiers des réalisations qui ont marqué notre passé et confiants de pouvoir relever les défis que l'avenir nous réserve pour être ainsi en mesure de **traiter équitablement nos familles et d'offrir à nos générations futures un climat propice.**

Les Canadiennes et Canadiens moyens et leurs familles, des centres urbains et des petites communautés rurales veulent et méritent un gouvernement qui s'engage à mieux les traiter, et ce, au moyen:

- de nouvelles possibilités d'emploi dans toutes les régions du Canada
- d'un régime fiscal juste
- d'une plus grande égalité pour les femmes
- d'une aide accrue pour nos enfants
- d'un avenir plus sûr pour nos personnes âgées et
- d'un gouvernement plus ouvert et plus honnête dans toutes ses dimensions

Les Canadiennes et Canadiens moyens veulent et méritent aussi un gouvernement qui s'engage à offrir à nos générations futures un climat plus propice, et ce, au moyen:

- d'un engagement envers la jeunesse
- de mesures pour protéger notre environnement
- de mesures pour protéger notre patrimoine culturel et en favoriser le développement et
- d'un engagement concernant la paix et la sécurité

Brian Mulroney a laissé tomber les Canadiennes et Canadiens moyens, tout comme l'avaient fait les Libéraux

En 1984, Brian Mulroney avait promis que son gouvernement conservateur serait profondément différent des administrations libérales antérieures. Il avait **promis aux Canadiennes et Canadiens moyens qu'il serait à l'écoute de leurs** préoccupations. Il avait promis que son gouvernement serait plus juste, plus honnête et plus ouvert que ceux des Libéraux.

Quatre années plus tard, il est évident que Brian Mulroney et les Conservateurs ont laissé tomber les Canadiennes et les Canadiens moyens, tout comme l'avaient fait les Libéraux:

- leur plus grande trahison a été l'entente commerciale conclue par Mulroney. Il s'était prononcé contre une telle entente en 1983 et pourtant, il a entamé des négociations sur le sujet et signé une entente qui menace les emplois canadiens, les cultivateurs canadiens et les petites entreprises et l'avenir même de notre pays. Mais cette entente ne représente que la dernière goutte qui a fait déborder le vase déjà rempli de promesses non respectées.
- Mulroney a promis récemment de faire de la protection de l'environnement une priorité de son programme de travail. Mais son dossier en la matière au cours des 4 dernières années révèle toute autre chose. En 1984, il a réduit de 46 millions de dollars le budget du ministère de l'environnement, éliminant ainsi de nombreux projets de recherche valables. Mulroney n'a pas réussi à conclure une entente sur les pluies acides avec les Américains et nous continuons de voir nos lacs, nos forêts et nos terres agricoles être dévastés. La Loi sur la protection de l'environnement ne constitue toujours qu'une réglementation sans plus.
- Mulroney avait promis que son gouvernement serait plus ouvert et plus honnête dans toutes ses dimensions. Mais il a excellé dans les vieilles techniques de favoritisme politique mises au point par les Libéraux et a fait en sorte qu'il est encore plus difficile d'obtenir des renseignements sur le gouvernement.
- Mulroney avait promis de traiter équitablement les contribuables moyens. Mais depuis sa venue au pouvoir, la famille moyenne a vu ses impôts augmentés d'environ 1 000 \$ par année, alors que 2 p. 100 des gens les plus riches sont les seuls à avoir enregistré une réduction de leur fardeau fiscal. Au même moment, plus de 60 000 sociétés rentables continuent de ne pas verser un sou au fisc.
- Mulroney avait promis de traiter équitablement les régions rurales du Canada. Mais il a décidé de supprimer bon nombre des routes postales dans ces régions et de fermer leurs bureaux de poste.
- Mulroney avait promis de traiter équitablement nos personnes âgées. L'une de ses premières décisions a pourtant été de réduire leurs pensions et il a par la suite fait adopter une loi qui entraînera une augmentation des prix des médicaments.

Au lieu d'être à l'écoute des préoccupations des Canadiennes et Canadiens moyens, Brian Mulroney a décidé de n'écouter que les forts et les bien nantis et a ainsi laissé tomber les Canadiens moyens et leurs familles.

John Turner et les Libéraux s'opposent désormais aux politiques qu'ils appuyaient alors qu'ils formaient le gouvernement. Les Libéraux demeurent vagues et indécis sur les grandes questions telles l'équité fiscale et l'entente commerciale Mulroney-Reagan. Nul ne sait qui John Turner représente vraiment.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates

Maintenant en 1988, les Canadiennes et les Canadiens moyens se demanderont à nouveau qui sera à l'écoute de leurs préoccupations et de celles des générations futures. Quel parti politique s'efforcera de leur offrir un gouvernement qui est plus juste, plus ouvert et plus honnête. Plus que jamais auparavant, les Canadiens déclarent que c'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates - pour nos familles et notre futur.

JUSTICE POUR LES FAMILLES

Les Canadiennes et Canadiens ont toujours cru que, lorsque leurs familles avaient besoin d'aide, ils pouvaient se tourner vers leurs voisins, leur communauté et vers leur gouvernement. Ils savent que lorsque nous collaborons pour assurer la survie de la famille, pour prendre soin de nos enfants et des personnes âgées, ou pour trouver des emplois pour nos jeunes dans leurs propres communautés, nous investissons dans l'avenir de notre pays.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates partagent cette vision. Nous voulons que les familles envisagent l'avenir avec confiance et nous sommes fiers de la tradition de partage au Canada.

Les Conservateurs, tout comme les Libéraux, ont laissé tomber les familles moyennes au lieu de leur venir en aide

Brian Mulroney avait promis une plus grande justice aux familles moyennes. Son gouvernement leur a plutôt rendu la vie plus difficile: il est plus difficile pour les familles de se trouver des services de garderie de qualité à des coûts abordables; il est plus difficile pour les parents à revenu moyen dont le chèque de paie diminue constamment de s'occuper de leurs enfants plus âgés qui sont sans emploi; il est plus difficile pour les familles dont les deux parents travaillent ou pour les femmes chefs de famille de faire face aux coûts croissants des frais dentaires ou d'acheter des lunettes avec les allocations familiales.

Le programme de garde d'enfants du gouvernement conservateur de Brian Mulroney constitue un bon exemple d'un mauvais choix de priorités. Au lieu de créer de nouvelles places dont on a tant besoin dans les garderies, près de la moitié des sommes d'argent allouées à cet effet seront accordées par le biais de mesures fiscales. Si les mêmes fonds avaient été affectés aux services, 170 000 places additionnelles auraient été créées. Dans l'état actuel des choses, le gouvernement reconnaît qu'après la mise en place de son programme de sept ans, il y aura toujours deux millions d'enfants canadiens qui attendront de recevoir des services de garderie satisfaisants et abordables.

Brian Mulroney a aussi porté un dur coup à l'aide accordée aux familles en réduisant les allocations familiales et les exemptions d'impôt pour enfants. Cette dernière réduction représentera à elle seule une somme de 1,5 milliard de dollars d'ici 1991. Ces mesures surviennent au moment où six enfants sur dix appartenant à des familles monoparentales vivent sous le seuil de la pauvreté.

Et ce n'est pas tout. A une époque où l'écart entre les Canadiens les mieux nantis et ceux qui le sont le moins s'élargit constamment, la réforme fiscale des Conservateurs de Mulroney et ses nouvelles taxes ont pour conséquence d'éroder encore plus le revenu des familles moyennes, tandis que les contribuables les plus riches bénéficieront d'une réduction de leur fardeau fiscal. Un couple dont le revenu combiné s'élève à 45 000 \$ et comptant deux enfants paie en fait plus d'impôts qu'un autre couple disposant du même revenu mais n'ayant pas d'enfants!

Le gouvernement Mulroney a augmenté les taxes de vente et d'accise et a trouvé de nouveaux articles à taxer. En fait, la famille moyenne paie maintenant au-delà de 1 000 \$ de plus en taxes diverses depuis que Brian Mulroney est Premier ministre.

Le sort des familles canadiennes ne s'améliorerait guère sous un gouvernement libéral dirigé par John Turner. Ce sont les Libéraux qui ont été les premiers à geler l'exemption d'impôt pour enfants et à réduire les dépenses pour les allocations familiales.

Les Libéraux et les Conservateurs ont tous deux été incapables de réaliser des progrès dans le domaine de l'équité salariale entre les hommes et les femmes. Dans l'Opposition, Mulroney s'en était pris à juste titre au dossier des Libéraux sur cette question. Mais, depuis qu'il est au pouvoir, il n'a rien fait à cet égard, préférant plutôt s'en remettre à des mesures volontaires par le secteur privé. Lorsqu'on considère que les femmes ne gagnent en moyenne que 66 p. 100 de ce que les hommes touchent, il ne fait aucun doute que son dossier en ce domaine n'est guère mieux.

Le large écart entre le salaire gagné par les hommes et les femmes fait en sorte que les familles dont le chef est une femme ne peuvent que demeurer pauvres. Six familles monoparentales sur dix sont dirigées par des femmes et vivent sous le seuil de la pauvreté.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un traitement équitable pour les familles canadiennes

Les Néo-démocrates reverront le programme de travail du gouvernement fédéral et s'assureront qu'une plus grande justice pour les familles canadiennes en soit une priorité. Cela signifiera que des mesures seront prises pour permettre aux familles de s'occuper correctement de leurs enfants et des personnes âgées; cela signifiera des services de garderie abordables et de qualité, des emplois pour nos jeunes dans leur communauté. Enfin, cela signifiera que des maisons à un coût abordable seront un droit et non un privilège.

UN ENGAGEMENT CONCERNANT LES FAMILLES CANADIENNES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à :

- veiller à ce que les familles moyennes obtiennent des avantages fiscaux plus équitables
- offrir un programme de garderie de qualité et à des coûts abordables qui mettra l'accent sur la création de nouvelles places dans les garderies
- restaurer entièrement les prestations d'aide aux familles en réindexant les allocations familiales et en augmentant l'exemption d'impôts pour enfants
- mettre en oeuvre une politique d'équité en matière de rémunération afin que le concept d'un salaire égal pour un travail à valeur égale devienne réalité
- offrir des pensions décentes et des soins de qualité à nos parents et grands-parents
- créer de nouvelles possibilités d'emplois pour nos jeunes
- mettre en place un programme de logements qui rendrait plus accessibles des logements coopératifs à des coûts abordables et qui atténuerait partiellement le problème des prix croissants des maisons; et à
- améliorer les congés de maternité et parentaux accordés aux conjoints

JUSTICE POUR TOUS LES CANADIENNES ET CANADIENS: DES EMPLOIS POUR TOUS

Les Canadiennes et Canadiens désirent plus que toute autre chose vivre dans un pays où il existe des possibilités d'emplois pour tous ceux et celles qui veulent travailler. Ils savent que nous avons un pays qui a les ressources, les compétences et le potentiel nécessaires pour générer la richesse et des possibilités d'emploi pour tous ses habitants et tout particulièrement ses jeunes.

Mais les Canadiennes et Canadiens veulent également un gouvernement fédéral qui s'engagera à mettre en place une politique de plein emploi, un gouvernement qui fera du plein emploi la ligne directrice de ses décisions en matière de politique. Ils veulent un gouvernement qui reconnaît que cette question représente son objectif le plus important compte tenu de l'importance du travail pour la dignité personnelle de tous les Canadiennes et Canadiens.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates partagent cette opinion et veulent s'engager sur la voie du plein emploi. Nous croyons que la population des diverses régions du Canada représente un potentiel inexploité des plus extraordinaires permettant de créer la richesse et de nouvelles possibilités.

Les Conservateurs, tout comme les Libéraux, ont refusé de s'engager sur la voie du plein emploi

Brian Mulroney et le Parti conservateur ne comprennent pas qu'il est nécessaire d'élaborer une politique de plein emploi. Ils ont décidé de transférer la responsabilité de cette question au secteur privé et préfèrent à la place consacrer leur énergie à la promotion de l'entente commerciale avec les États-Unis.

Au lieu de fixer des objectifs en vue de réduire le chômage dans toutes les régions, les Conservateurs les ont simplement abandonnées à leur sort. Par exemple, au lieu de favoriser le développement économique dans toutes les régions du pays, ils ont procédé entre 1984 et 1987 à des réductions d'environ 3 milliards de dollars dans les budgets des programmes du développement régional. Il en résulte que les Canadiennes et Canadiens vivant dans les régions de l'Atlantique, de l'Ouest ou dans le Nord du pays et dans de nombreux coins du Québec et de l'Ontario, font encore face à des taux de chômage aussi élevés sinon pires que ceux des années de la récession en 1981 et en 1982.

Les Conservateurs ne font que suivre l'approche adoptée par les Libéraux et qui consiste à transférer la responsabilité d'une politique en matière d'emploi au secteur privé. Avant eux, les Libéraux avaient rejeté l'idée d'une politique de plein emploi et avaient plutôt fixé des objectifs pour presque tous les autres secteurs d'intervention économique. Les Libéraux de Pierre Trudeau avaient plongé par leurs politiques le Canada dans la pire récession du monde occidental.

De plus, John Turner a changé d'avis tellement souvent sur bon nombre de questions importantes que les Canadiennes et Canadiens ne savent pas qui il représente.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates... un engagement: le plein emploi

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient fermement que nous pouvons nous appuyer sur la force des citoyennes et citoyens du Canada et sur ses ressources pour poursuivre une politique de plein emploi qui traitera plus équitablement toutes les régions du Canada. Nous reconnaissons que le gouvernement fédéral ne peut à lui seul réaliser cette tâche. Les gouvernements provinciaux et municipaux ainsi que le milieu des affaires, les syndicats et les groupes communautaires constituent tous des intervenants essentiels pour atteindre cet objectif. Mais nous savons également, en nous fondant sur les expériences menées par des pays comme la Norvège, la Suède et l'Autriche, qu'un engagement public et ferme concernant le plein emploi constitue l'étape la plus importante afin de mettre au travail les ressources de notre pays et assurer ainsi l'avenir des familles moyennes de toutes les régions du Canada.

UN ENGAGEMENT: DES EMPLOIS POUR TOUS

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à élaborer une politique de plein emploi qui:

- augmentera le financement pour les programmes de développement régional, communautaires et coopératifs par le biais d'un fonds d'actions municipales du Canada, d'un fonds d'aide pour les régions mono-industrielles, d'un fonds de développement communautaire et d'un fonds fédéral-provincial visant les infrastructures municipales
- élargira les programmes d'achat chez nous pour stimuler la production canadienne et locale
- développera et assurera la gestion des ressources humaines et naturelles conformément aux priorités régionales
- veillera à ce que les mesures fiscales concernant les entreprises soient liées à des critères relatifs à l'emploi, à la recherche et au développement, à la formation et à l'amélioration des ressources
- permettra d'élever le niveau des dépenses engagées par les secteurs privé et public pour la recherche et le développement
- établira une tribune permanente regroupant des représentants du milieu des affaires, des syndicats, des groupements de femmes, des consommateurs, de groupes communautaires et des gouvernements provinciaux et municipaux afin de discuter des objectifs et des priorités de la politique de plein emploi
- respectera intégralement dans l'esprit d'un fédéralisme véritablement coopératif les compétences constitutionnelles des provinces
- réduira l'écart entre les taux d'intérêt du Canada et ceux des États-Unis
- remplacera l'entente commerciale de Brian Mulroney par:
 - des négociations multilatérales avec les États-Unis qui excluront certains secteurs clés
 - des négociations dans le cadre du GATT pour libéraliser le commerce mondial dans certains secteurs
 - un programme dynamique d'aide à l'exportation pour les petites et moyennes entreprises
 - la poursuite de marchés en croissance comme ceux des pays de la ceinture du Pacifique
 - un accroissement de notre potentiel industriel au niveau national en doublant nos engagements financiers pour la recherche et le développement et en renforçant notre capacité en matière d'innovations technologiques

JUSTICE POUR LE CONTRIBUABLE MOYEN

Les Canadiennes et Canadiens veulent un régime fiscal qui soit juste et simple. Ils veulent avoir la certitude que le fardeau fiscal est partagé plus équitablement. Les riches sociétés rentables devraient assumer leur responsabilité en la matière et payer leur part de nos programmes économiques et sociaux.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont à l'écoute des préoccupations des Canadiens. Nous aussi voulons qu'il y ait un meilleur équilibre entre les impôts des sociétés et ceux des particuliers et entre les différents groupes de revenu.

Brian Mulroney a perpétué les injustices des Libéraux

Brian Mulroney avait promis une réforme de la fiscalité. Mais, depuis 1984, son gouvernement a augmenté en moyenne de 1 000 dollars par année les impôts des familles moyennes tout en **diminuant** au même moment les impôts de 1 p. 100 des contribuables les mieux nantis. En outre, les Conservateurs ont laissé 60 000 sociétés rentables continuer à ne pas payer d'impôts, et ce, après avoir annoncé à grand renfort de publicité l'année dernière leurs modifications au régime fiscal.

De plus, nous continuons d'avoir un régime fiscal qui regorge d'injustices:

- en 1986, 5 220 personnes gagnant plus de 50 000 \$ par année n'ont payé aucun impôt sur le revenu. Au cours de la même année, 40 autres personnes touchant un revenu annuel supérieur à 250 000 \$ n'ont rien versé au fisc. Pour chaque personne qui n'a pas payé d'impôt sur le revenu, il y avait 10 autres citoyens qui n'ont payé qu'une somme symbolique représentant environ de 1 à 10 p. 100 de leur revenu;
- sous les administrations libérales et conservatrices, la part du fardeau fiscal assumé par les entreprises en fonction des revenus totaux du fédéral a constamment diminué. En 1980, les particuliers payaient 3 \$ en impôts pour chaque dollar payé par les entreprises. D'ici 1990, les particuliers paieront 4 \$ pour chaque dollar payé par les entreprises;
- les petites et moyennes entreprises dont l'actif est de 1 à 25 millions de dollars ont un fardeau fiscal deux fois plus lourd que celui des grandes entreprises; et
- un dollar sur cinq des économies en impôts attribuables à la réforme fiscale des Conservateurs reviendra aux familles dont le revenu est supérieur à 100 000 \$. Les personnes dont les revenus s'élèvent à 15 000 \$ obtiendront un allègement fiscal de 2,69 \$ par semaine tandis que ceux dont les revenus sont de 100 000 \$ ou plus bénéficieront d'un allègement de 80,09 \$ par semaine.

Les Libéraux affirment qu'eux aussi veulent une plus grande équité fiscale. Mais les Canadiennes et Canadiens ne peuvent s'attendre à cela de la part de John Turner. Lorsqu'il était ministre des Finances, il a accordé des avantages fiscaux très intéressants aux sociétés et des millions de dollars en impôts n'ont ainsi jamais été prélevés. Il était facile au moins en ce temps là de savoir qui John Turner favorisait. Il est maintenant impossible de savoir qui John Turner représente vraiment.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates et... d'une fiscalité plus juste

Au lieu d'être uniquement à l'écoute des biens nantis et des grandes sociétés, Ed Broadbent est allé demander aux Canadiennes et Canadiens moyens ce qu'ils attendent de leur régime fiscal. C'est uniquement après avoir écouté leurs préoccupations que les Néo-démocrates ont rendu publics leurs rapports "Enquête fiscale" qui reflètent l'opinion centrale des contribuables canadiens: Ceux qui **peuvent** payer des impôts devraient en payer et ceux qui ont des revenus limités ne devraient pas payer plus que leur juste part.

Nous croyons aussi que les formulaires de déclaration d'impôt devraient être simplifiés. Le formulaire moyen actuel est vingt fois plus long qu'il y a trente ans. De nombreuses Canadiennes et Canadiens, même ceux qui peuvent le moins se le permettre, sont obligés de faire appel à des experts en matière de fiscalité. Selon une récente étude menée par le ministère du Revenu, 32 p. 100 des Canadiens paient quelqu'un pour préparer leur déclaration d'impôt.

UN ENGAGEMENT: UN SYSTÈME FISCAL PLUS JUSTE

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à rendre le régime fiscal des sociétés plus juste en:

- mettant en oeuvre un impôt minimal sur les sociétés
- déterminant le montant maximal que les sociétés peuvent annuler en paiements d'intérêt sur les sommes d'argent empruntées à des fins de prise de contrôle
- réduisant le nombre d'années au cours desquelles les sociétés peuvent reporter leurs avantages fiscaux
- accordant des avantages fiscaux particuliers aux petites et moyennes entreprises en fonction des niveaux de rendement sur le plan de l'emploi, de l'investissement, de la recherche et du développement et de la formation

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à rendre le régime fiscal des particuliers plus juste et plus simple en:

- établissant une structure d'imposition fiscale des particuliers progressive en vertu de laquelle les Canadiennes et Canadiens bien nantis paieront leur juste part
- s'assurant que les différents groupes de revenu puissent profiter plus équitablement d'avantages fiscaux particuliers comme les REER
- réduisant la part des revenus du gouvernement qui provient des taxes de vente et d'accise qui pénalisent les Canadiennes et Canadiens des classes moyennes et défavorisées
- simplifiant les formulaires et déclarations d'impôts

JUSTICE POUR LES FEMMES

Les Canadiennes sont des partenaires égaux dans l'élaboration de l'avenir du Canada. Elles savent que des politiques comme l'équité salariale, l'action positive, un financement accru pour la formation professionnelle et des services de garderie de qualité et à des coûts abordables profiteraient à tous.

Ed Brodbent et les Néo-démocrates partagent cette aspiration et veulent une plus grande justice. Nous savons que les Canadiennes et Canadiens ont besoin de l'équité salariale dans le milieu de travail. Les femmes ne gagnent toujours en moyenne que 66 p. 100 de ce que les hommes touchent, mais elles n'obtiennent pas un rabais de 34 p. 100 sur les frais de logement, d'habillement et d'alimentation pour eux et leurs enfants. Aujourd'hui, 85 p. 100 des familles monoparentales sont dirigées par des femmes et 56 p. 100 de ces familles vivent dans la pauvreté. Les femmes sont toujours coincées dans des ghettos professionnels à faible revenu. D'autres sont forcées de ne travailler qu'à temps partiel. En fait, 72 p. 100 des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

Dans l'ensemble, les femmes ne gagnent en moyenne que 66 p. 100 de ce que les hommes touchent.

Mulroney et Turner n'ont aucunement tenu compte des préoccupations des femmes

Brian Mulroney avait promis qu'il prendrait rapidement des mesures en vue de favoriser l'égalité des femmes. A la place, son gouvernement conservateur a créé encore plus d'injustices.

En 1984, Mulroney s'était engagé à prendre des mesures bien précises concernant cette question dans les secteurs privé et public. Mais il n'a pas respecté ses engagements et il a plutôt demandé à ces deux secteurs d'adopter volontairement des mesures en ce domaine.

L'entente commerciale que Brian Mulroney a conclue avec Ronald Reagan rendra l'équité salariale obligatoire encore plus difficile à obtenir et menacera en plus le secteur des services, où 85 p. 100 des femmes sur le marché du travail oeuvrent.

Mulroney a aussi manqué à sa promesse de mettre sur pied un système national de garderies. Il a ainsi rendu la vie plus difficile à de nombreuses familles monoparentales et a empêché bon nombre de femmes d'accéder au marché du travail.

Au lieu de créer de nouvelles garderies dont les Canadiennes et Canadiens ont un urgent besoin, presque la moitié des sommes d'argent allouées pour le programme de garderies de Mulroney seront versées par le biais de mesures fiscales. Si les mêmes fonds avaient été affectés pour les services de garderie, 170 000 nouvelles places auraient ainsi été offertes aux familles canadiennes. En

fait, les Conservateurs eux-mêmes reconnaissent que, même lorsque leur programme de 7 années sera en place, deux millions d'enfants canadiens devront encore attendre pour obtenir des services satisfaisants de garderie à des coûts abordables.

Brian Mulroney avait promis qu'il prendrait des mesures concrètes pour mettre un terme à la violence faite aux femmes. Mais, pendant quatre ans, il n'a rien fait à ce sujet, pour ensuite présenter un programme très limité qui ne répond pas aux besoins du million de femmes qui sont battues chaque année.

Même si au moins une Canadienne sur dix est battue par l'homme avec qui elle vit, le programme des Conservateurs de Mulroney n'accorderait que 10 \$ d'aide pour chacune de ces victimes d'actes de violence.

Les femmes ne peuvent s'attendre à beaucoup plus de la part de John Turner et du Parti libéral. Lorsqu'ils occupaient le pouvoir, les Libéraux n'ont rien fait pour s'assurer que de nouvelles possibilités soient offertes aux femmes. Turner lui-même s'oppose à rendre obligatoire l'équité salariale pour les femmes dans le secteur privé. Il préfère, tout comme Brian Mulroney, s'en remettre à la bonne volonté des entreprises.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates....et de l'égalité pour les femmes

Les Néo-démocrates ont depuis toujours tenu un discours favorable à une plus grande égalité pour les Canadiennes. Nous croyons qu'elles ont suffisamment attendu. La bonne volonté des gouvernements et des entreprises a peu fait pour amener l'égalité dans le milieu de travail. Il est temps que le gouvernement agisse. Un gouvernement néo-démocrate prendra des mesures concrètes pour s'assurer que les femmes peuvent être des participantes à part entière dans l'élaboration de l'avenir de notre pays.

UN ENGAGEMENT: L'ÉGALITÉ DES FEMMES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- offrir des services de garderie accessibles, souples, abordables et de qualité, ainsi que de meilleurs avantages sociaux comme des congés de maternité et parentaux pour les 2 conjoints
- réindexer les allocations familiales et l'exemption d'impôts pour enfants
- verser aux femmes des pensions décentes par le biais
 - d'augmentations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti
 - d'une loi autorisant la division à parts égales entre les conjoints des crédits d'impôts gagnés au cours d'un mariage
- mettre en place des programmes d'action positive obligatoires visant tous les employés des secteurs réglementés par le gouvernement fédéral
- mettre en oeuvre une politique en matière d'équité salariale pour rendre réel le concept de la rémunération égale pour un travail de valeur égale
- supprimer tous les doutes qui subsistent au sujet de l'égalité des sexes en vertu de la Charte
- aider les femmes à quitter un environnement violent au moyen d'un accroissement du financement pour les centres d'hébergement et les maisons de transition

JUSTICE POUR LES PERSONNES ÂGÉES

Les Canadiennes et les Canadiens veulent que les personnes âgées vivent confortablement et en toute dignité dans leurs communautés. Ils savent qu'une société qui prend soin de ces citoyens du troisième âge est une société en santé.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates luttent depuis longtemps pour que les retraités aient droit à un meilleur sort. Nous sommes conscients que le gouvernement se doit de faire plus qu'il ne fait présentement pour s'assurer que les Canadiennes et Canadiens puissent espérer vivre en toute indépendance avec un revenu assuré et des soins de santé de qualité lorsqu'ils prendront leur retraite.

Brian Mulroney, tout comme les Libéraux, a laissé tomber les personnes âgées

Brian Mulroney avait promis beaucoup de choses aux personnes âgées au cours de la campagne de 1984. Lorsqu'il a brisé sa promesse solennelle de ne jamais désindexer les pensions, les Canadiennes et Canadiens de l'Atlantique au Pacifique ont été choqués et insultés.

Les Néo-démocrates se sont rangés du côté des personnes âgées, de leurs enfants et de leurs petits enfants, lorsqu'ils se sont regroupés pour lutter contre le plan des Conservateurs de Mulroney — et nous avons gagné! Mulroney a été forcé de faire marche arrière et de retirer son plan de désindexation des pensions de 2,7 millions de retraités canadiens.

Mais Mulroney n'a pas respecté d'autres promesses faites aux personnes âgées. Il avait promis une plus grande justice aux femmes âgées dont bon nombre doit vivre les années avancées de leur existence dans une pauvreté abjecte. Au pouvoir, les Conservateurs ont oublié à quel point il est urgent d'agir en ce domaine. Le versement de pensions pour toutes les femmes, qu'elles soient au foyer ou travaillent à l'extérieur, est une question que Mulroney n'a pas cru bon de rendre prioritaire.

Les Conservateurs de Brian Mulroney ont aussi augmenté le prix des produits pharmaceutiques. Les personnes âgées vivant avec un revenu fixe en souffriront beaucoup. Bon nombre d'entre elles devront payer des centaines de dollars tous les deux ou trois mois pour renouveler leurs prescriptions car Brian Mulroney s'est rangé du côté des multinationales, et non des personnes âgées de notre pays.

Une étude réalisée par deux pharmaciens de la région de Toronto a révélé que les prix des médicaments avaient déjà augmenté en mars, et ce de 50 p. 100

dans ce certains cas, depuis l'adoption du projet de loi sur les brevets des médicaments. De plus, Statistique Canada a rendu publiques au mois de mai des données sur les prix des produits pharmaceutiques qui montrent que ceux-ci augmentent 2,5 fois plus rapidement que le taux d'inflation.

Les coupures dans les services postaux ordonnées par Brian Mulroney porteront atteinte aux personnes âgées. La fermeture de bureaux de poste, l'élimination de nombreuses routes postales et les coupures dans la livraison à domicile affecteront de nombreuses personnes âgées qui s'en remettent au courrier pour obtenir leurs chèques et se tenir en contact avec leurs familles. Forcer ces personnes à aller recueillir leur courrier dans les soi-disant super-boîtes ou à parcourir une plus grande distance en hiver les exposent à des dangers ou des inconvénients inutiles.

John Turner et les Libéraux, pendant ce temps, affirment qu'ils s'opposent à de nombreuses mesures des Conservateurs qui affectent les personnes âgées. Mais, lorsqu'ils étaient au gouvernement, ils avaient aussi désindexé les pensions et avaient maintenu celles-ci à des niveaux inadmissibles. Faut-il se surprendre que personne ne connaisse véritablement les opinions de John Turner?

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un traitement équitable pour nos personnes âgées

Ed Broadbent et les Néo-démocrates ont toujours défendu la cause des personnes âgées. Stanley Knowles s'en est fait leur défenseur pendant des décennies et nous avons continué dans sa voie et maintenu les pressions. Nous croyons en un régime de pensions public qui offre un revenu de retraite satisfaisant pour tous les Canadiennes et Canadiens et nous pensons que des ressources devraient être disponibles pour permettre aux personnes âgées de vivre en toute indépendance dans leurs communautés.

UN ENGAGEMENT CONCERNANT LES PERSONNES ÂGÉES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- verser un revenu de retraite décent aux Canadiennes et Canadiens par le biais
 - d'augmentations des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti
 - d'une loi autorisant la division à parts égales entre les conjoints des crédits de pension gagnés au cours d'un mariage en vue de s'assurer que toutes les femmes, y compris les ménagères à temps plein, obtiennent un revenu de retraite équitable
- augmenter le nombre de logements disponibles à des coûts abordables pour les personnes âgées
- annuler la loi sur les brevets des produits pharmaceutiques pour garantir des prix raisonnables
- rétablir les services postaux dans les communautés rurales et la livraison du courrier dans les nouvelles communautés

JUSTICE POUR LES CONSOMMATEURS CANADIENS

Les Canadiennes et Canadiens ont toujours su résister aux pressions exercées en faveur de marchés pleinement ouverts et non réglementés. Ils comprennent que les gouvernements doivent souvent intervenir pour veiller à ce que les consommateurs soient traités équitablement.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont d'accord avec cette vision des choses. Nous croyons que les gouvernements doivent intervenir avec fermeté pour s'assurer que les puissantes sociétés ne tirent pas un avantage indu de leurs forces sur le marché.

Les Conservateurs, tout comme les Libéraux, ont laissé tomber les consommateurs

Brian Mulroney avait promis une plus grande justice aux consommateurs canadiens. Mais une fois au pouvoir, les Conservateurs de Mulroney ont laissé tomber les consommateurs.

Mulroney a laissé tomber les consommateurs en ne prenant aucune mesure pour réglementer les frais de services bancaires. Même si ces frais ont augmenté annuellement de 19 p. 100 — 5 fois le taux d'inflation — au cours des cinq dernières années, Mulroney s'est rangé du côté des grandes banques à charte et a refusé d'intervenir et de mettre fin à leurs pratiques mercantiles.

Mulroney a laissé tomber les consommateurs en changeant les lois relatives aux brevets sur les produits pharmaceutiques de façon à permettre aux grosses compagnies de médicaments d'augmenter leurs prix. Alors que les lois en la matière permettaient aux familles canadiennes d'économiser 211 millions de dollars en 1983, les changements adoptés par Mulroney ont eu pour conséquence de faire augmenter les prix des médicaments de plus de 9 p. 100 au cours des 6 premiers mois de 1988 tandis que le taux d'inflation pendant la même période était de 2,4 p. 100.

Mulroney a laissé tomber les consommateurs en acceptant les plans de fermeture de milliers de bureaux de poste et d'abandon du service de livraison à domicile dans les régions rurales et les a remplacés par les soi-disant "super boîte" qui sont tellement malcommodes. Les Conservateurs n'ont tenu aucunement compte des pressions exercées et des pétitions présentées par les milliers de Canadiennes et Canadiens afin de conserver le bureau de poste de leur communauté.

Enfin, Mulroney a laissé tomber les consommateurs en signant une entente commerciale avec Ronald Reagan. Cette entente menace nos emplois, nos programmes sociaux et le contrôle de notre propre économie en retour "de bien maigres avantages" pour les consommateurs canadiens aux dires de l'Association canadienne des consommateurs (ACC).

L'Association canadienne des consommateurs a fait remarquer que de nombreux produits visés par l'entente sont déjà importés des Etats-Unis;

comme l'a souligné le président de la politique économique de l'ACC, M. Robert Kerton: "nous ne sommes pas, en tant qu'association nationale, à ce point naïfs pour croire que, si les grosses chaînes de commerce au détail paient leur marchandise 10 p.100 moins chères, ils transféreront toute cette économie aux consommateurs."

Pendant ce temps, personne ne sait quelle est la véritable position de John Turner et des Libéraux sur cette importante question pour les consommateurs. Lorsqu'ils étaient au gouvernement, les Libéraux ont changé la Loi sur les banques et ont ainsi autorisé les institutions bancaires à imposer bon nombre de frais de services qui ennuient maintenant les Canadiennes et Canadiens. Les Libéraux sont à l'origine de nombreux problèmes qui continuent de tourmenter la Société canadienne des Postes. Les Libéraux ont appuyé les modifications apportées à la loi sur les brevets pharmaceutiques et, lorsqu'ils formaient le gouvernement, étaient favorables au libre-échange. Ils se font maintenant les critiques de ces mêmes politiques. Il ne faut donc pas se surprendre que les Canadiennes et Canadiens ne savent pas quelle est la véritable position de John Turner et de son parti.

Les Libéraux et les Conservateurs continuent de recevoir de larges sommes d'argent considérables des banques et d'importantes sociétés. Les puissantes banques à charte ont fait des dons de plus de 40 000 \$ chacune aux partis libéral et conservateur en 1987.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'une plus grande justice pour les consommateurs

Les Néo-Démocrates croient qu'il est temps d'élaborer une réglementation équitable pour ces puissantes sociétés. Des marchés non réglementés ne pourront par eux-mêmes garantir que les familles canadiennes seront traitées équitablement.

UN ENGAGEMENT CONCERNANT LES CONSOMMATEURS CANADIENS

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- geler pendant une année tous les frais de services bancaires afin de compenser les consommateurs pour les surcharges dont ils ont fait l'objet, une telle mesure permettrait aux familles canadiennes d'économiser 100 millions de dollars
- créer la fonction d'ombudsman indépendant des services financiers qui aura le pouvoir d'intervenir en tant que défenseur des consommateurs et de formuler des recommandations au Parlement
- donner un mandat clair à la Société canadienne des postes (SCP) afin qu'elle puisse fournir les meilleurs services possibles aux familles canadiennes;
- mettre fin à la politique de privatisation des bureaux de poste ruraux de la Société canadienne des postes d'ici 1993
- cesser la transformation en concession commerciale des bureaux de poste, (une politique rendue publique après la fuite d'un document secret de la SCP) solution qui est moins efficace et moins efficiente que la majorité des bureaux de poste actuels
- éliminer 700 000 super boîtes déjà installées ou prévues
- adopter une loi autorisant la mise sur le marché d'équivalents génériques de médicaments de marques déposées plus tôt que la loi actuelle ne le permet, cela permettrait aux consommateurs canadiens d'économiser des centaines de dollars, et ce, sans répercussion négative sur les profits des fabricants de médicaments, selon le Rapport Eastman sur la tarification des médicaments au Canada
- confier un rôle de leader sur le marché de la consommation à Pétro-Canada
- scinder le ministère de la Consommation et des Corporations pour s'assurer que les intérêts des consommateurs soient représentés

JUSTICE POUR LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS CANADIENS

Les travailleuses et travailleurs canadiens croient qu'ils devraient pouvoir compter sur leur gouvernement pour les défendre. Ils veulent un représentant puissant pour les aider dans leurs luttes en vue de créer des milieux de travail plus sûrs, d'obtenir des avantages sociaux et des normes de travail équitables et des pensions décentes.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates défendent depuis longtemps les travailleuses et travailleurs canadiens. Nous avons combattu les plans de privatisation et de déréglementation des Conservateurs et des Libéraux dans des secteurs industriels clés de l'économie canadienne. Nous nous sommes faits l'ardent porte-parole d'un programme d'action positive obligatoire qui mettrait fin à des années d'injustices. Nous avons aussi demandé que soient établies de meilleures normes relatives à la santé et à la sécurité au travail et que soit haussé le salaire minimal des travailleurs dans les secteurs relevant de la compétence fédérale.

Mais surtout les Néo-démocrates se sont toujours opposés à l'entente de libre-échange conclue entre Mulroney et Reagan: elle menace nos emplois et nos programmes sociaux comme l'assurance maladie et l'assurance chômage et notre capacité d'intervention économique et, donc, notre avenir.

Brian Mulroney et John Turner - De qui se font-ils les porte-parole?

Brian Mulroney avait promis de bien grandes choses aux travailleuses et travailleurs canadiens en 1984. Il avait déclaré que son gouvernement conservateur mettrait sur pied un programme de formation professionnelle de 285 millions de dollars en vue d'aider les jeunes Canadiennes et Canadiens à acquérir des compétences et de l'expérience. Il n'a pas respecté sa promesse.

Mulroney avait promis aux fonctionnaires fédéraux qu'il mettrait fin à de nombreuses années d'injustices en leur accordant les mêmes droits politiques dont jouissent les autres Canadiens. Il n'a pas respecté sa promesse.

Mulroney avait promis qu'il mettrait en oeuvre une politique d'équité salariale afin de mettre un terme à la discrimination au sein de la Fonction publique et des secteurs d'activités réglementés par le fédéral dont sont victimes les femmes qui ne gagnent en moyenne que 66 p. 100 de ce que les hommes touchent. Il n'a pas respecté sa promesse.

Mulroney avait promis l'équité en milieux de travail aux femmes, aux handicapés, aux minorités visibles et aux Autochtones. À la place, il a présenté

un soi-disant projet de loi qui a été rejeté par tous ceux qui étaient supposés en profiter.

Mulroney avait promis d'améliorer le régime de pensions, puis a changé d'avis et a tenté de réduire les pensions en supprimant la protection contre l'inflation.

Par ailleurs, les travailleuses et travailleurs canadiens ne peuvent être véritablement sûrs de ce que John Turner et les Libéraux ont à offrir. Lorsqu'ils étaient au gouvernement, ils ont imposé le contrôle des salaires par le biais du programme de "6 et 5". Ce sont les Libéraux qui ont refusé de prendre des mesures concrètes à l'égard de l'équité salariale et de l'action positive pour les femmes, les minorités visibles, les handicapés et les Autochtones. Les Libéraux avaient désindexé les pensions, une politique qu'ils ont sévèrement critiquée lorsque les Conservateurs de Mulroney ont tenté de l'adopter. Il ne faut donc pas se surprendre si les travailleuses et travailleurs canadiens ne peuvent comprendre les fondements de la pensée politique de John Turner.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...un traitement équitable pour les travailleuses et travailleurs canadiens et leurs familles

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient qu'il est temps que les travailleuses et travailleurs canadiens soient mieux traités. Nous nous faisons depuis toujours les défenseurs de politiques qui reconnaissent la contribution des familles de travailleurs à l'essor de tout le Canada.

Les Néo-démocrates renforceront rigoureusement la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail qui a été affaiblie par la négligence des Conservateurs et des Libéraux et par la déréglementation. Nous mettrons en oeuvre une loi sur l'équité salariale et nous n'autoriserons pas la privatisation des sociétés d'Etat rentables comme Air Canada, Petro-Canada et Radio-Canada.

Les Néo-démocrates s'opposent à l'entente commerciale Reagan-Mulroney pour les raisons suivantes:

- Nous appuyons les programmes sociaux du Canada. L'entente commerciale exercerait des pressions sur le Canada pour qu'il ajuste ces programmes sur ceux des Américains. Au Canada, 85 p. 100 des travailleurs mis à pied sont admissibles à l'assurance chômage, tandis qu'aux États-Unis seulement 25 p. 100 des travailleurs le sont; au Canada, chacun est admissible à l'assurance maladie, tandis qu'aux États-Unis, 36 millions d'Américains n'ont aucune forme d'assurance médicale.
- Nous croyons que l'entente de libre-échange menace le marché de l'emploi au Canada. Mulroney a fait de vagues promesses de création d'emplois en vertu de cette entente, mais ses ministres avouent que des programmes massifs de recyclage seront nécessaires pour les Canadiens mis à pied. Dans le secteur des services, où travaillent plus de 80 p. 100 des Canadiennes, on estime qu'environ 500 000 emplois disparaîtraient.

- Nous croyons que l'entente porte atteinte à la souveraineté du Canada. En vertu de celle-ci, le Canada abandonnerait son droit d'utiliser sa politique économique pour aider les travailleurs canadiens, créer des emplois dans les régions, aider les communautés, appuyer les consommateurs canadiens ou pour développer nos propres ressources. Cette entente autorise des exportations massives d'eau canadienne.

UN ENGAGEMENT CONCERNANT LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS CANADIENS

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- améliorer les normes de santé et de sécurité des milieux de travail
- aider les familles canadiennes en augmentant le salaire minimum fédéral
- mettre en oeuvre une politique en matière d'équité salariale pour rendre réel le concept de la rémunération égale pour un travail de valeur égale
- verser de meilleures pensions
- prendre des mesures pour veiller à ce que les employés à temps partiel aient droit à des avantages sociaux proportionnels au nombre d'heures travaillées
- présenter un programme d'action positive obligatoire pour les femmes, les handicapés, les minorités visibles et les Autochtones

JUSTICE POUR LES JEUNES CANADIENNES ET CANADIENS

Les Canadiennes et Canadiens veulent que nos jeunes gens aient toutes les chances possibles de se construire un avenir rempli de succès et sûr. Ils sont préoccupés par l'avenir des jeunes Canadiens et Canadiennes. Par ailleurs ils savent que nous avons les ressources, les compétences et le potentiel pour permettre à ceux-ci de prendre leur envol dans un meilleur climat.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient que les jeunes Canadiennes et Canadiens détiennent la clef de l'avenir de notre pays. Nous savons que l'optimisme, l'énergie et les rêves de nos jeunes hommes et jeunes femmes nous aideront à relever les défis que nous réserve l'avenir. Et cette énergie doit être mise au travail.

Brian Mulroney, tout comme les Libéraux, ont laissé tomber les jeunes

Brian Mulroney avait fait de bien grosses promesses aux jeunes Canadiennes et Canadiens en 1984. Mais son gouvernement conservateur leur a donné bien peu de choses pour concrétiser leurs rêves.

Depuis que Brian Mulroney est devenu Premier ministre, le chômage a continué d'affaiblir le potentiel de nos jeunes Canadiennes et Canadiens. Leurs espoirs de prendre part au meilleur de leur capacité à l'essor du Canada ont été refroidis par les coupures des Conservateurs aux quelques programmes qui leur donnaient une chance. Une génération toute entière est privée de programmes de formation et d'éducation car Mulroney soulève de plus en plus d'obstacles. Cela ne contribue pas uniquement à refroidir les ardeurs de nos jeunes mais hypothèque l'avenir du Canada.

En dépit des promesses de Mulroney, le taux de chômage parmi les jeunes Canadiennes et Canadiens se situe toujours au-dessus de 12 p. 100, le double de celui des 25 ans et plus.

Même si les études du gouvernement démontrent que les projets menés par des organismes communautaires et à but non lucratif sont trois fois plus efficaces pour créer des emplois pour les jeunes, les Conservateurs de Mulroney ont transféré la responsabilité de cette question au secteur privé. Les jeunes femmes sont particulièrement touchées par ce problème. Comme toutes les femmes sur le marché du travail, elles ne gagnent en moyenne que 66 p. 100 de ce que les hommes touchent.

La jeunesse du Canada paie un fort prix pour la préoccupation du gouvernement Mulroney concernant la réduction à n'importe quel coût du déficit budgétaire. Mais les jeunes n'auraient pas plus de possibilités d'emplois avec

John Turner et les Libéraux. Lorsque John Turner parle d'emplois pour les jeunes, il parle encore de donner des avantages fiscaux aux sociétés dans l'espoir que celles-ci créeront des emplois pour les jeunes Canadiennes et Canadiens. C'est ce que Brian Mulroney a tenté et il a des rapports gouvernementaux qui prouvent que ça ne fonctionne pas.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un climat propice pour notre jeunesse

Un groupe de travail néo-démocrate sur la jeunesse s'est rendu dans toutes les régions du Canada écouter les jeunes Canadiennes et Canadiens expliquer leurs besoins. Leurs expériences sont à la base des initiatives néo-démocrates qui aideraient nos jeunes à acquérir des compétences professionnelles et qui permettraient de supprimer les obstacles limitant l'accès à l'enseignement post-secondaire.

Les jeunes Canadiennes et Canadiens nous ont expliqué qu'ils ont besoin d'aide pour prendre leur envol — par la suite nous n'aurons qu'à les regarder s'exécuter. Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont d'avis qu'alimenter un tel optimisme constitue un investissement sensé dans notre avenir.

UN ENGAGEMENT: UNE PLUS GRANDE JUSTICE POUR LES JEUNES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- mettre sur pied un programme pour accroître les possibilités d'emplois, de formation et d'éducation pour nos jeunes
- veiller à ce que les stratégies de création d'emplois ne visent pas uniquement les secteurs de l'industrie et du commerce mais également les secteurs des arts et de la culture et des affaires sociales et communautaires
- travailler au rétablissement du programme fédéral-provincial de frais partagés à 50-50 sur l'enseignement post-secondaire
- verser des capitaux (en un seul versement) aux provinces dans le cadre du financement des programmes établis afin d'atténuer partiellement les répercussions des réductions budgétaires des dernières années
- augmenter le financement accordé aux universités pour la recherche et le développement
- mettre en place des programmes concrets d'équité salariale et d'action positive en vue de s'assurer que les jeunes Canadiennes aient les mêmes possibilités que les jeunes Canadiens

JUSTICE POUR LES RÉGIONS RURALES

Tous les Canadiennes et Canadiens ont intérêt à ce que les communautés rurales de notre pays soient prospères. Qu'ils vivent à Melville ou à Toronto, les Canadiens veulent que ces communautés soient florissantes. Ils savent que des économies rurales saines fournissent les matières brutes et les aliments qui permettent au Canada de maintenir sa croissance.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont d'accord avec cette vision et veulent que nos régions rurales puissent prospérer et croître. Mais ils croient que les Canadiennes et Canadiens de ces régions méritent d'être traités plus équitablement par le gouvernement fédéral.

Les Conservateurs de Mulroney, tout comme les Libéraux, n'ont aucunement tenu compte des régions rurales

Brian Mulroney avait promis aux Canadiennes et Canadiens des communautés rurales qu'ils seraient mieux traités par un gouvernement conservateur. Mais son gouvernement s'emploie à saper systématiquement l'aide qui leur est accordée, et à s'en prendre à leurs habitants.

Brian Mulroney a supprimé des routes postales dans ces régions et désire fermer les bureaux de poste de chaque communauté rurale. Les citoyennes et citoyens de ces régions devront parcourir de plus grandes distances pour recevoir leur courrier si Mulroney obtient ce qu'il veut. Ces communautés perdront également un point de rencontre quotidien des plus importants.

Brian Mulroney a affaibli le système de transport ferroviaire du Canada en supprimant de nombreuses lignes du réseau qui relient les petits villages aux villes et aux centres régionaux. Quelques-unes ont été rétablies, mais uniquement dans le but de servir certains objectifs politiques à court terme des Conservateurs et non pas de répondre aux besoins des habitants de ces communautés.

Pendant ce temps, les familles de cultivateurs ont ni plus ni moins été forcées de quitter leurs terres depuis que les Conservateurs sont au gouvernement. Entre le mois de mai 1987 et mai 1988, 24 000 emplois du secteur de l'agriculture ont été supprimés dans l'Ouest canadien seulement. Agriculture Canada a fait savoir qu'un cultivateur sur 12 est sur le point d'être en faillite car il est coincé entre des prix à la baisse et des dettes à la hausse.

Personne ne sait ce que John Turner et les Libéraux feraient pour venir en aide aux habitants des régions rurales du Canada. Depuis qu'ils n'occupent plus le pouvoir, les Libéraux se sont opposés à de nombreuses politiques qu'ils avaient eux mêmes appuyées lorsqu'ils constituaient le gouvernement. Mais les

Canadiennes et Canadiens des régions rurales se souviennent que lorsque les Libéraux étaient au pouvoir, ils ont laissé tomber les communautés agricoles, les villages de pêche, les régions portuaires, les communautés nordiques et les villes mono-industrielles. Les Libéraux ont aboli le tarif du Pas-du-Nid-de-Corbeau, laissé les taux d'intérêt s'emballer, changé la Loi sur les banques pour autoriser l'imposition de frais de services bancaires et ont laissé la situation se détériorer à la Société canadienne des Postes. Ils ont également réduit les dépenses pour les activités de recherche et de sauvetage côtier, mettant ainsi en danger la vie des pêcheurs.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates... et d'un traitement équitable pour nos communautés rurales

Ed Broadbent et les Néo-démocrates se sont toujours faits les défenseurs des Canadiennes et Canadiens des régions rurales. Nous luttons pour que soit modifiée la Loi sur les banques afin de limiter les frais de services bancaires. Nous nous opposons aux plans de Brian Mulroney en vue de réduire les services postaux dans les régions rurales. Nous croyons qu'il est essentiel de trouver une solution au problème de l'escalade des coûts de production et de la chute des prix, si nous voulons que les fermes familiales, l'industrie de la pêche au Canada et nos petites entreprises survivent.

Les Néo-démocrates ont aussi lutté pour que soit établi un système intégré de transport qui permettrait de mieux servir les communautés rurales et les économies régionales.

UN ENGAGEMENT: UNE PLUS GRANDE JUSTICE POUR LES COMMUNAUTÉS RURALES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- protéger la ferme familiale
- accorder plus d'aide aux familles des communautés rurales
- rétablir les liens de transport vitaux avec les centres urbains
- rétablir les services postaux dans les communautés rurales
- mettre en place un programme fédéral pour améliorer les infrastructures rurales
- créer un fonds des régions mono-industrielles pour aider ces communautés à diversifier leur économie
- offrir des services de garderie aux Canadiennes des régions rurales

JUSTICE POUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES DU CANADA

La plupart des Canadiennes et Canadiens sont conscients que les populations autochtones du Canada subissent encore les contrecoups d'injustices dont elles sont victimes depuis les débuts de notre pays. Ils comprennent pourquoi les Autochtones veulent obtenir l'autonomie gouvernementale. Ils désirent que ceux-ci aient enfin, après avoir tant attendu, les mêmes possibilités sur le plan de l'éducation, des conditions sociales et de la sécurité économique que celles dont ils bénéficient eux-mêmes.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates veulent aider les populations indiennes, inuits et métis du Canada à atteindre leur objectif qui est celui de l'autonomie gouvernementale. Ils croient fermement que seule l'autonomie gouvernementale peut permettre aux populations autochtones d'entreprendre leur lutte contre la pauvreté, les injustices et la discrimination.

**Les Conservateurs, tout comme les Libéraux,
ne se sont jamais occupés des besoins des populations autochtones**

Brian Mulroney avait promis que son gouvernement prendrait des mesures pour répondre aux préoccupations des Autochtones. Mais même si Brian Mulroney affirme qu'il est d'accord avec l'idée de l'autonomie gouvernementale pour les populations autochtones, son gouvernement conservateur n'a rien fait pour que cette idée devienne réalité.

Mulroney n'a pris aucune mesure suite au désaccord des premiers ministres provinciaux sur le principe de l'autonomie gouvernementale. Dans le texte de l'Accord du lac Meech, il n'a fait inscrire aucune disposition garantissant que l'autonomie gouvernementale deviendra un jour une réalité.

Les Conservateurs de Mulroney semblent avoir honte de leur dossier en ce domaine. Lorsqu'un comité des Nations Unies sur les droits de la personne a voulu examiner les conditions de vie des populations autochtones partout à travers le monde, les Conservateurs s'y sont opposés.

Une étude antérieure des Nations Unies a démontré que les gouvernements canadiens ont été coupables de discrimination envers les femmes indiennes pendant près d'un siècle. Mais les Conservateurs de Mulroney sont intervenus avec réticence et n'ont offert que peu de ressources aux bandes indiennes pour faire face aux changements nécessaires en vue de corriger ce mal historique.

Même si le budget du gouvernement fédéral a triplé au cours des 10 dernières années, le financement accordé aux affaires indiennes est demeuré inchangé. Une succession de gouvernements libéraux et conservateurs ont laissé les dépenses à ce titre stagner, même si les besoins des communautés

indiennes, inuit, et métis en matière de logement, d'éducation, de développement économique et de soins de santé ont continué d'être insatisfaits.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un traitement équitable pour les populations autochtones

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient que les populations autochtones du Canada ont attendu depuis assez longtemps. Il est plus que temps d'être juste avec eux. Il faut maintenant leur accorder l'autonomie gouvernementale.

Nous avons lutté pour que les premiers ministres provinciaux donnent leur aval au principe de l'autonomie gouvernementale. De plus, les Néo-démocrates ont travaillé d'arrache pied pour que soit accéléré le processus de règlement des revendications territoriales. Les Néo-démocrates ont toujours eu pour priorité de mettre sur pied des programmes d'aide aux organismes autochtones pour qu'ils puissent créer des emplois, assurer la formation et l'éducation de leurs membres et stimuler l'activité économique.

UN ENGAGEMENT: UNE PLUS GRANDE JUSTICE POUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- convoquer une réunion des premiers ministres sur l'autonomie gouvernementale
- reconnaître que le pouvoir décisionnel concernant les programmes de développement appartient aux conseils tribaux
- accorder suffisamment d'aide financière aux bandes indiennes et aux organismes autochtones concernés pour les programmes autochtones d'éducation et de logement et pour les infrastructures communautaires essentielles comme l'aqueduc et les égouts
- redresser les injustices commises à l'endroit des femmes indiennes et de leurs enfants par le projet de loi C-31
- régler les revendications territoriales en suspens
- modifier la Constitution afin d'éliminer la disposition relative au consentement unanime concernant les territoires devenant de nouvelles provinces
- mettre en place des programmes d'action positive obligatoire

JUSTICE POUR LES COMMUNAUTÉS ETHNOCULTURELLES ET LES MINORITÉS VISIBLES

Les Canadiennes et Canadiens sont fiers de leur héritage ancestral, et à juste titre. Notre pays a été fondé et construit par des vagues successives d'immigrants, certains sont venus ici à la recherche d'une vie meilleure; d'autres sont arrivés en quête d'un refuge afin de sauver leur vie.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates appuient fortement la tradition humanitaire du Canada et nous sommes fiers des possibilités que ce pays a à offrir. Mais nous savons également que pour certaines minorités, le rêve d'une vie meilleure a été gâchée par une discrimination consciente ou inconsciente.

Les Conservateurs, tout comme les Libéraux, n'ont jamais tenu compte des besoins de nos minorités ethniques et visibles

Brian Mulroney et les Conservateurs avaient fait bien des promesses aux minorités canadiennes. Pourtant, son gouvernement n'a jamais pris les mesures budgétaires nécessaires pour répondre aux préoccupations des groupes minoritaires.

Brian Mulroney a accru les tensions en lançant des attaques contre les réfugiés et son gouvernement a rejeté les demandes d'indemnisation présentées par les Canadiennes et Canadiens d'origine japonaise pour l'injuste traitement dont ils ont été victimes au cours de la Seconde guerre mondiale.

La politique du gouvernement de Brian Mulroney est de mettre l'accent sur l'immigration d'hommes d'affaires bien nantis au lieu de chercher à réunir les familles moyennes ici au Canada.

Il est difficile de dire quelle est la position de John Turner et des Libéraux sur les questions multiculturelles. En dépit de leurs mots encourageants, lorsqu'ils étaient au gouvernement, ils n'ont jamais rien fait pour dédommager les citoyens canadiens d'origine japonaise ou pour rendre prioritaire la réunification des familles. Et lorsqu'il est demandé à John Turner en août 1987 ses commentaires sur la demande d'obtention du statut de réfugié des Sikhs, il répond qu'il les retournerait sur leur navire, puis quelques jours plus tard, il change diamétralement sa position.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates... et d'une plus grande justice pour nos minorités ethniques et culturelles

Ed Broadbent et les Néo-démocrates ont défendu les droits des communautés ethniques et des minorités visibles.

Nous mettrons en oeuvre des programmes d'action positive qui permettront de s'assurer que les minorités, les femmes, les populations autochtones et les personnes handicapées ne subiront pas de discrimination les empêchant d'obtenir des emplois ou des promotions. Nous demandons aussi depuis longtemps que des programmes de formation soient donnés dans les deux langues officielles du Canada.

Les Néo-démocrates croient aussi que la Constitution canadienne devrait reconnaître que notre héritage ethnique est une caractéristique fondamentale de la société canadienne. Elle devrait également offrir une plus grande protection aux minorités visibles.

Nous continuerons à nous faire les ardents défenseurs d'une plus grande justice pour tous les Canadiennes et Canadiens, peu importe leur origine, leur race ou leur religion.

UN ENGAGEMENT CONCERNANT LES MINORITÉS ETHNIQUES ET VISIBLES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- mettre en oeuvre des programmes d'action positive obligatoires pour les minorités dans tous les secteurs d'activités de compétence fédérale et au sein de la fonction publique
- accroître le programme de réunification des familles et d'y inclure les proches de la famille
- aider davantage les nouveaux immigrants à intégrer eux-mêmes le marché du travail
- fournir de plus amples services de formation linguistique
- veiller à la mise en place d'un processus équitable de détermination du statut de réfugié, et à l'adoption d'une politique d'immigration juste

JUSTICE POUR LES AGRICULTEURS DU CANADA

Les Canadiennes et Canadiens sont fiers de l'extraordinaire réputation de notre pays en tant qu'exportateur et producteur agricole. Mais ils sont aussi préoccupés par l'avenir des agriculteurs canadiens et de nos communautés rurales. Ils savent que les exploitations agricoles familiales traversent des temps difficiles en raison de la chute des prix agricoles et de l'augmentation des coûts de production. Ils sont également conscients que ces problèmes sont amplifiés par la grave sécheresse qui sévit dans de nombreuses régions du pays.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates partagent ces préoccupations. Nous reconnaissons l'importante contribution des fermes familiales: elles produisent les denrées qui alimentent les Canadiennes et Canadiens et les citoyens de beaucoup d'autres pays, et leur production renforce les exportations canadiennes. **Les Néo-démocrates s'engagent à traiter équitablement les fermiers et fermières canadiens.**

Brian Mulroney et John Turner ne sont pas les amis des familles agricoles

Brian Mulroney avait fait bien des promesses aux cultivateurs en 1984. Il avait affirmé qu'il les aiderait à lutter contre leur endettement en établissant le Programme Agribond. Il n'a pas respecté cet engagement.

Mulroney avait déclaré qu'il imposerait un moratoire sur l'abandon de lignes de réseau ferroviaire.

Mais depuis qu'ils occupent le gouvernement, les Conservateurs ont laissé le Canadien National et le Canadien Pacifique abandonner plus de 280 milles de lignes ferroviaires en plus des 750 milles de lignes déjà supprimées par les Libéraux entre 1980 et 1984.

Mulroney avait promis qu'il aiderait les familles de cultivateurs à rester sur leurs terres. Son gouvernement a laissé plutôt 24 000 emplois dans le secteur agricole disparaître entre le mois de mai 1987 et mai 1988 seulement.

Enfin, Mulroney a conclu une entente commerciale avec Ronald Reagan. Cette entente constitue un désastre pour les producteurs agricoles du Canada. Elle permet aux États-Unis de maintenir leurs subventions pour leurs exportations de céréales vers les marchés traditionnels du Canada. Elle porte atteinte à la compétitivité des produits laitiers et avicoles canadiens aux États-Unis et causera des torts irréparables à nos producteurs de fruits et de légumes.

Avant son élection, Mulroney avait promis qu'il s'opposerait à toute entente de libre-échange. Il n'a pas respecté sa promesse et a signé une telle entente avec Ronald Reagan.

Mais les familles d'agriculteurs ne peuvent rien attendre de bien mieux de la part de John Turner et des Libéraux. Ce sont les Libéraux qui ont entrepris l'abandon de lignes ferroviaires. Ce sont les Libéraux qui ont laissé les taux d'intérêt atteindre des niveaux vertigineux. Ce sont les Libéraux qui ont été les premiers à appuyer le projet d'une entente commerciale avec les États-Unis. C'est John Turner qui a été le premier à proposer que le Canada vende son eau

aux Américains. Depuis qu'ils sont dans l'opposition, les Libéraux sont contre les politiques dont ils étaient auparavant les défenseurs. Il ne faut donc pas se surprendre si les familles de cultivateurs ne savent pas que John Turner représente véritablement.

C'est maintenant le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un traitement équitable pour nos cultivateurs

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient qu'il est temps de traiter plus équitablement les agriculteurs canadiens et les communautés agricoles.

Voilà pourquoi, nous mettrons en place des politiques qui tenteront véritablement de s'attaquer à la crise à laquelle fait face l'agriculture canadienne. Nous aiderons les familles agricoles à faire face à leur lourd endettement qui a maintenant atteint 24 milliards de dollars.

Nous aiderons les cultivateurs à faire face à la chute des prix des céréales et prendrons des mesures pour pallier aux répercussions des imposantes subventions que versent le gouvernement américain et la Communauté européenne à leurs agriculteurs.

Nous aiderons les familles agricoles à renforcer leur pouvoir d'achat décroissant qui, en 1987, est tombé sous les niveaux de la crise économique de 1929.

Les Néo-démocrates croient fermement en des politiques à long terme qui favorisent la viabilité de l'agriculture canadienne et offrent aux futures générations de cultivateurs un avenir.

UN ENGAGEMENT: UNE PLUS GRANDE JUSTICE POUR LES AGRICULTEURS CANADIENS

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- mettre en oeuvre un système de garanties de prix et de production qui permettra de s'assurer que les fermiers obtiennent un rendement équitable sur leur travail et leur investissement et de garantir la production de base des cultivateurs dans l'éventualité d'un manque à gagner ou d'un désastre
- renforcer les mécanismes de stabilisation des prix et de la production par le biais de mesures d'appui du gouvernement associées aux options exercées par les producteurs
- revoir les formules de coûts de production et la Loi sur la stabilisation des prix agricoles en vue d'améliorer les offices de commercialisation actuels et les systèmes de gestion des approvisionnements
- restructurer la Société du crédit agricole pour diminuer l'endettement des familles agricoles, et à fournir des solutions pratiques aux transferts de génération à génération des terres agricoles, et à mieux soutenir les jeunes cultivateurs
- instaurer une fiscalité équitable pour les cultivateurs en:
 - rétablissant l'étalement des revenus basé sur 5 années afin de tenir compte de l'instabilité des prix et des aléas du temps
 - préservant l'approche comptable fondée sur les avoirs comptants pour le calcul des pertes à des fins fiscales
 - réitérant notre appui pour l'exemption à vie de 500 000 dollars sur les gains en capital
- améliorer les systèmes de transport et de manutention des céréales en rénovant les installations portuaires et le réseau ferroviaire
- apporter des changements aux lois pertinentes pour permettre des économies substantielles sur le plan des coûts des facteurs de production; et à
- financer la recherche et le développement pour faire face aux conditions climatiques changeantes

JUSTICE POUR LES PETITES ENTREPRISES DU CANADA

Les Canadiennes et Canadiens veulent que leur gouvernement crée un climat favorisant l'épanouissement des petites entreprises. Ils reconnaissent le rôle important des petites entreprises sur le plan de la création d'emplois et des services qu'ils procurent à leurs communautés. Ils savent également que les petites entreprises ont constitué la principale source de création d'emplois au cours des dernières années.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient que si nous traitons plus équitablement nos petites entreprises, nous serons à même de créer encore plus d'emplois pour les Canadiennes et Canadiens. Nous savons que les petites entreprises ont besoin de meilleures modalités de crédit, plans de commercialisation et services de consultation.

Brian Mulroney, tout comme les Libéraux, met les petites entreprises en péril

L'entente commerciale avec Ronald Reagan conclue par Brian Mulroney menace les petites entreprises. Cette entente ouvre la porte à une concurrence outrancière de la part des Américains et à l'investissement étranger, et risque de causer l'acquisition de milliers d'entreprises canadiennes par des intérêts américains. En abandonnant notre droit de tamiser les offres de prise de contrôle, Mulroney nous a mis dans une position où il nous sera impossible de nous assurer que nous obtenons une part équitable des emplois et de la production générés par notre propre marché.

Les petites entreprises sont en majorité la propriété d'intérêts canadiens. Ce sont des entreprises qui réinvestissent leurs profits dans leurs propres communautés. Perdre ces entreprises aura pour conséquence de nous faire perdre des emplois. Une étude de Statistique Canada révèle que, pour 1 milliard de dollars en profit, les compagnies appartenant à des intérêts canadiens ont créé 5 700 nouveaux emplois. Pour la même somme d'argent, les compagnies américaines n'ont créé que 17 emplois au Canada.

Les entreprises américaines qui cherchent à accéder au marché canadien n'auront qu'à accroître légèrement leur capacité de production. Bien souvent, ils ont déjà établi des réseaux de distribution. De plus, le rayonnement des médias américains au Canada fait en sorte que très souvent leurs produits sont déjà des marques connues au Canada.

Les entreprises américaines peuvent facilement servir le petit marché canadien à partir de leurs gigantesques installations situées dans le Sun Belt dont les coûts de production sont moindres que chez nous et où les employés touchent le salaire minimum et peu d'avantages sociaux. En fait, il n'y a virtuellement rien qui puisse empêcher une société américaine d'acheter une entreprise canadienne le lundi, la fermer le mardi, et de transférer tous les emplois et la production dans une compagnie américaine le mercredi.

L'entente commerciale Mulroney-Reagan ne garantit même pas que les exportations canadiennes auront une chance équitable d'accéder au marché américain. Le mécanisme d'arbitrage des différends commerciaux, que Mulroney a qualifié de "dernier recours", ne protégera pas les Canadiens contre les pratiques commerciales déloyales des Américains. Ce mécanisme ne permettra que d'évaluer si les lois commerciales américaines actuelles ont été appliquées correctement, et non pas si une mesure compensatoire américaine est injuste.

En plus de conclure cette entente commerciale mal avisée, les Conservateurs ont porté un dur coup à la santé financière des petites entreprises et des consommateurs canadiens. Les augmentations de la taxe de vente et de l'impôt des particuliers qui représentent pour les familles moyennes un fardeau additionnel de plus de 1 000 \$ par année ont eu pour effet de réduire la demande des biens et services que les petites entreprises produisent.

Le gouvernement Mulroney n'a pas tenu compte des demandes formulées par les petites entreprises qui, à l'instar des consommateurs, veulent être protégées contre les frais de services bancaires injustes. Les banques à charte ont encore le droit d'imposer des frais "répréhensibles" et "choquants" comme les pénalités pour les chèques sans provision, et des frais imputables aux erreurs bancaires.

Enfin, lorsque les propriétaires des petites entreprises pensent aux années où les Libéraux étaient au pouvoir, ils se souviennent des augmentations massives des impôts personnels que ce parti avait imposées. Ils se souviennent également des taux d'intérêt record de plus de 20 p. 100 qui les avaient privés de capitaux dont ils avaient tant besoin. Enfin, ils se souviennent que c'est John Turner qui avait introduit d'importants avantages fiscaux au début des années 70 dont les grandes entreprises ont profité aux dépens des petites entreprises.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un traitement équitable pour les petites entreprises

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient qu'investir dans les petites et moyennes entreprises canadiennes est une décision qui se défend sur le plan économique. Veiller à ce que plus de prêts soient accordés aux petites entreprises aux mêmes taux que ceux des grandes sociétés, favoriser des taux d'intérêt qui soient stables et peu élevés, et fournir des services d'appui satisfaisants feront en sorte que les petites entreprises ne craindront pas de se développer et de créer des emplois.

UN ENGAGEMENT CONCERNANT LES PETITES ENTREPRISES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- veiller à ce que les grandes sociétés paient leur juste part en impôts de façon à ce que les petites et moyennes entreprises n'aient pas à assumer plus que leur part du fardeau fiscal
- accorder des avantages fiscaux à l'intention spécifique des petites et moyennes entreprises
- alimenter la création d'emplois dans tout le pays par le biais de taux d'intérêt bas et stables
- procurer de meilleurs services en matière de crédit, de commercialisation et de consultation aux petites et moyennes entreprises pour faciliter un accroissement de leurs exportations
- offrir des modalités de crédit satisfaisantes aux petites et moyennes entreprises en modifiant les règles de financement de la Banque fédérale de développement et d'autres institutions financières
- s'assurer que les petites et moyennes entreprises ont accès autant que toute autre compagnie aux contrats du gouvernement
- présenter des règlements régissant l'utilisation par les banques des frais de services

JUSTICE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT

Les Canadiennes et Canadiens appuient sans réserve les initiatives du gouvernement pour protéger notre environnement. Ils reconnaissent qu'un environnement propre et sûr, s'il leur profite à eux aujourd'hui, constitue également un héritage à transmettre aux générations futures.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates croient qu'un lac propre dans lequel on peut nager, de l'eau fraîche et de l'air vivifiant représentent plus que le rêve d'une époque révolue. Ils sont nécessaires pour notre survie et le maintien de notre prospérité. Nous savons que nos rivières, nos lacs, nos forêts, nos littoraux, nos plages, nos terres et nos régions fauniques doivent être préservés et protégés.

Brian Mulroney, tout comme les Libéraux, a négligé notre environnement

Brian Mulroney et ses Conservateurs croient les grandes sociétés lorsqu'elles affirment qu'elles ne peuvent se permettre de protéger l'environnement par un meilleur contrôle des déchets industriels. Mulroney est d'accord avec les représentants des entreprises quand ils affirment que l'installation de matériel de contrôle de la pollution est trop coûteux. En agissant ainsi, les Conservateurs nous montrent une autre fois qu'ils favorisent injustement les grandes sociétés au lieu d'être à l'écoute des Canadiennes et Canadiens moyens.

Les Conservateurs de Brian Mulroney, tout comme les Libéraux auparavant, sont en train d'enliser le Canada dans un déficit environnemental. Ils accordent la priorité aux profits à court terme en négligeant les coûts à long terme. Ils dilapident notre patrimoine écologique. Ils sont en train de contracter une énorme dette environnementale, même si cela signifie que nos enfants et leurs enfants seront accablés par des coûts de nettoyage après que nous serons partis.

Brian Mulroney et son gouvernement conservateur ont constamment relégué au dernier rang les questions environnementales lors des négociations internationales. Lorsque les Américains affirment qu'ils ne peuvent réduire leurs émissions de bioxydes de soufre causant les pluies acides, Mulroney est d'accord avec eux. Lorsque les nations européennes demandent à Mulroney de se joindre à eux pour réduire les oxydes d'azote, Mulroney refuse. Lorsque les négociateurs américains demandent des concessions qui porteront atteinte à l'environnement canadien, Mulroney donne son accord.

Brian Mulroney a promis de faire quelque chose au sujet des dommages que les pluies acides causent à nos lacs, nos forêts et nos terres agricoles. Mais même si Mulroney se montre sévère en apparence tout ce qu'il a fait, est de s'en remettre à sa relation privilégiée avec Ronald Reagan. Pendant ce temps, les centrales électriques américaines continuent d'émettre les polluants qui causent les pluies acides, et Mulroney ne fait rien pour qu'elles cessent.

Les Libéraux de John Turner ont été tout autant inefficaces pour protéger l'environnement. Ils ont toujours traité l'environnement comme une question secondaire. Ils n'ont pris aucune mesure pour réduire les pluies acides ou pour réparer les dommages déjà causés. Ils étaient au pouvoir au moment où de vastes quantités d'eau et de grandes superficies de territoire étaient détruites par la pollution. En bref, les Libéraux sont responsables de la majeure partie du désastre environnemental que nous connaissons aujourd'hui.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un environnement plus propre

Ed Broadbent et les Néo-démocrates feront de la protection de l'environnement une priorité immédiate et non pas un objectif futur. Nettoyer nos régions fauniques et nos communautés et faire en sorte qu'elles restent propres est un projet sensé autant sur le plan environnemental qu'économique. Les Néo-démocrates ont mené la lutte pour que soient protégées nos régions fauniques. Nous avons mené la lutte pour que les Canadiennes et Canadiens puissent boire de l'eau propre et respirer de l'air pur. Nous continuerons d'exercer des pressions pour que l'environnement national et international soit propre et sain.

UN ENGAGEMENT: UN ENVIRONNEMENT PLUS PROPRE

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- poursuivre avec vigueur la signature d'un traité sur les pluies acides avec les États-Unis
- déposer une loi sur la qualité de l'eau potable
- créer un fonds de nettoyage de l'environnement pour solutionner le problème de la destruction des déchets toxiques
- partager le coût de construction des nouvelles installations de traitement des eaux usées
- présenter un projet de loi rigoureux constituant une sorte de charte des droits environnementaux
- établir un fonds fédéral d'urgence environnementale
- adopter des normes canadiennes en matière de pollution de l'air, de l'eau et du sol
- exiger la vérification obligatoire des nouveaux produits chimiques et des techniques biotechnologiques avant qu'ils ne soient mis sur le marché
- nettoyer les Grands Lacs et la voie du Saint-Laurent
- réduire l'utilisation au Canada du fréon et d'autres produits chimiques détruisant la couche d'ozone

JUSTICE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Les Canadiennes et les Canadiens croient qu'il est temps d'abandonner la vision périmée du monde en guerre froide. Ils savent qu'en cette ère d'armements pouvant détruire la planète entière, il n'existe aucune autre cause plus importante que celle de la coopération internationale et de la paix mondiale. De plus, ils veulent que le Canada continue d'accroître ses efforts pour promouvoir la paix et le désarmement nucléaire.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont d'accord avec cette vision des choses. Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de renforcer notre sécurité et notre souveraineté. Mais nous croyons également que la paix dépend de mesures prises par les gouvernements pour promouvoir la sécurité commune de toutes les nations. Le Canada et les autres nations doivent prendre des mesures visant à prévenir que des guerres ne soient déclenchées, et ce, en imposant des restrictions sur les ventes d'armes qui alimentent les conflits du Tiers Monde. Nous devons aider les pays en voie de développement à réaliser leur indépendance et leur sécurité ce qui en retour leur permettra d'acquérir leur autonomie. Enfin, nous devons collaborer au sein d'organismes internationaux comme les Nations-Unies.

Les Conservateurs, tout comme les Libéraux, ont une vision dépassée de la géopolitique

Brian Mulroney et les Conservateurs vivent encore dans le passé. Ils veulent dépenser entre 8 et 16 milliards de dollars sur des sous-marins nucléaires coûteux et dangereux. Pourtant, ces vaisseaux ne permettront pas d'accroître nos chances de paix, mais nous entraîneront plutôt sur la voie de la stratégie offensive nucléaire.

Mulroney a rejeté les appels des leaders mondiaux et des experts sur les questions de défense pour que soit élargie notre vision du monde sur le plan stratégique. Au lieu de saisir toute l'ampleur des problèmes environnementaux, politiques et économiques, les Conservateurs continuent de ne croire qu'à la course aux armements toujours plus fébrile.

Les achats de sous-marins nucléaires par Mulroney forceront l'annulation d'autres dépenses qui aideraient à moderniser nos forces armées désuètes, le résultat de nombreuses années d'administration libérale qui ont laissé le Canada sans un plan réaliste et indépendant de défense de notre souveraineté.

Mulroney a même refusé d'interdire aux sociétés canadiennes de prendre part au projet de la guerre des étoiles de Ronald Reagan et n'a pas exclu la possibilité de la participation du Canada à cette activité dans le cadre de NORAD.

Les Conservateurs de Brian Mulroney et les Libéraux de John Turner contribueraient tous deux à la croissance des arsenaux mortels des diverses nations sur le globe et à la course aux armements. Ils ont tous deux appuyé les

essais des missiles Cruise au Canada et acceptent que l'on continue d'utiliser les fonds publics pour manufacturer et exporter des pièces pour les armes nucléaires et les systèmes de guidage des missiles.

C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates...et d'un engagement concernant la paix et le désarmement nucléaire

Les Néo-démocrates ont une solution de rechange à offrir aux Canadiennes et Canadiens. Nous croyons que la vision de la sécurité commune, vision qui reconnaît le besoin de tous les pays d'avoir l'assurance qu'ils ne feront pas l'objet d'une agression militaire, est la seule base de travail sensée sur laquelle on peut établir la défense du Canada. Nous croyons que le territoire et la souveraineté du Canada doivent être protégés.

Les Néo-démocrates accroîtront le rôle du Canada dans le monde en se joignant aux nations partageant nos vues afin de développer des alliances pour la paix.

De plus, nous accroîtrons la participation du Canada à des projets de développement au Tiers Monde en portant de 0,5 p. 100 à 0,7 p.100 du Produit national brut d'ici 1992 nos engagements financiers en ce domaine.

Les Néo-démocrates continueront leurs efforts car, sans la paix, nos enfants n'ont aucun avenir.

UN ENGAGEMENT: ASSURER LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- s'appuyer sur les progrès réalisés récemment en matière de réduction du stock d'armes nucléaires pour progresser encore plus dans le domaine du contrôle des armes et du désarmement
- réaffecter nos forces armées postées en Europe pour qu'elles s'acquittent d'autres tâches au pays et à l'étranger
- améliorer nos postes de commandement aérien et maritime pour s'assurer qu'ils soient modernes et efficaces et permettent d'assurer notre souveraineté
- mettre fin aux essais du missile Cruise et à toute participation à l'Initiative de défense stratégique ou à la guerre des étoiles; et
- négocier une nouvelle entente de défense aérienne avec les Etats-Unis pour remplacer l'accord concernant NORAD qui prend fin en 1991
- négocier de nouvelles ententes de sécurité commune avec ses partenaires en vue éventuellement de retirer le Canada de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord au cours d'un mandat subséquent

JUSTICE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES PRÉSERVER NOS TRADITIONS CULTURELLES

Les Canadiennes et Canadiens sont fiers des réalisations culturelles uniques du passé et sont confiants qu'ils pourront s'appuyer sur celles-ci pour construire l'avenir. Les Canadiennes et Canadiens reconnaissent aussi l'importance de nos systèmes de communication modernes qui permettent à tous les habitants de notre pays de contribuer à un dialogue commun sur notre passé varié et sur l'avenir de notre pays.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont fiers du caractère culturel et linguistique du Canada et de la nature distincte du Québec. Nous sommes fiers des réalisations culturelles passées de nos concitoyens. De plus, nous sommes enthousiastes en pensant aux possibilités que les modes de communication modernes nous offrent, car nous croyons que les Canadiennes et Canadiens de toutes les régions et de toutes les origines peuvent et doivent participer au dialogue national.

Les Conservateurs, tout comme les Libéraux, ont refusé de protéger nos traditions culturelles

Brian Mulroney avait promis de protéger nos traditions culturelles et de stimuler le milieu des arts et des activités culturelles. Au contraire, son gouvernement conservateur a réduit de façon draconienne le financement pour les groupes culturels et les artistes à travers le Canada. Mulroney prévoit fermer 18 bureaux régionaux de l'Office national du film répartis dans toutes les régions du Canada, une décision qui aura pour effet de rendre moins accessible au grand public les productions de cet organisme.

Mais il y a pire encore. L'entente commerciale de Mulroney menace de changer complètement la nature de l'activité culturelle au Canada. Au lieu d'aider le milieu canadien de la télévision, de la radio, du cinéma, du théâtre, des arts imprimés et les autres formes de la culture à accroître leur production sur le plan quantitatif et qualitatif, l'entente conclue par Mulroney aura pour effet d'inonder plus que jamais de produits américains le marché canadien de la culture.

Les productions cinématographiques canadiennes ne comptent que pour seulement 3 p. 100 du temps de visionnement dans les salles de cinéma au Canada. Les émissions canadiennes de télévision aux heures d'écoute maximales ne représentent que 2 à 3 p. 100 du temps d'écoute. Il est aussi intéressant de constater que 85 p. 100 des rubans cassettes et des disques vendus au Canada soient d'origines étrangères. Cette entente commerciale limite de façon

dramatique notre capacité à appuyer et à renforcer notre industrie culturelle, et à améliorer sa situation.

Pour conclure cette entente, Mulroney a dû saboter le projet de loi de Flora MacDonald concernant les productions cinématographiques canadiennes. D'autres politiques culturelles ont aussi été laissées sur les tablettes, et cela est attribuable directement ou indirectement aux négociations sur l'entente commerciale. Mais il y a pire encore, même si Mulroney affirme que les industries culturelles sont exemptées de l'application de l'entente culturelle, le Canada ne peut virtuellement plus adopter de nouvelles politiques de promotion de la culture canadienne.

Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement Mulroney a aussi entrepris une campagne systématique d'agression contre la Société Radio-Canada (SRC). Le budget de la SRC a été réduit en termes réels de 130 millions de dollars en quatre années, soit de 905 millions de dollars en 1984-1985 à 775 millions de dollars en 1988-1989. La promesse électorale du ministre des Communications de verser respectivement 20 et 15 millions de dollars aux réseaux anglais et français de la Société Radio-Canada constitue une bien faible réparation pour les quatre années de vendetta des Conservateurs contre la radiodiffusion publique au Canada. De plus, la nouvelle politique en la matière ne respecte en rien l'esprit et la lettre des récents rapports sur l'avenir de la radiodiffusion canadienne.

Mulroney a aussi utilisé les organismes culturels tels Téléfilm Canada et l'ONF comme outils de favoritisme politique pour les amis du Parti conservateur, au lieu de nommer des Canadiennes et Canadiens ayant les compétences et l'expérience nécessaires dans le domaine de la culture et des arts.

Pendant ce temps, personne ne connaît véritablement la position de John Turner et des Libéraux sur la question. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les Libéraux avaient commencé à réduire les affectations budgétaires de la SRC, avaient porté atteinte à l'indépendance des organismes culturels et avaient tenté de fermer les bureaux régionaux de l'ONF. Ce sont des politiques auxquelles ils s'opposent maintenant. Il n'est pas étonnant alors que les Canadiennes et Canadiens ne savent pas qui John Turner représente véritablement.

C'est le temps d'Ed Broadbent des Néo-démocrates...et d'un engagement concernant la sauvegarde de nos traditions culturelles

Ed Broadbent et les Néo-démocrates veulent que soient prises des mesures qui offriront à tous les Canadiennes et Canadiens des possibilités de croissance dans les industries des arts et de la culture. Nous avons appuyé la SRC, l'ONF et Téléfilm Canada et avons lutté pour que ces organismes culturels clefs continuent de recevoir le financement nécessaire pour s'acquitter pleinement de leurs tâches.

Les Néo-démocrates travaillent aussi à raviver le principe de la relation à distance entre les organismes culturels et le gouvernement. Les nominations politiques de Mulroney ont durement porté atteinte à ce principe.

Nous voulons aussi que les organismes culturels et les artistes de toutes les régions du pays soient équitablement financés. Nous appuyons la promulgation du statut d'artiste au moyen d'une loi selon le modèle du projet de loi québécois numéro 90 pour aider les artistes à profiter des avantages économiques de leur travail.

UN ENGAGEMENT: LA SAUVEGARDE DE NOS TRADITIONS CULTURELLES

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- s'opposer à l'entente commerciale de Mulroney et à ses répercussions nuisibles à nos traditions et secteurs d'activités culturelles
- promouvoir et à appuyer suffisamment nos organismes culturels tout en maintenant une relation à distance
- s'assurer que le contrôle des outils de communication comme la radio et la télévision demeure en des mains canadiennes
- veiller à ce qu'il existe un marché distinct pour la distribution des films canadiens
- respecter et à favoriser le développement du caractère culturel unique du Québec en tant que société distincte

JUSTICE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES UN GOUVERNEMENT PLUS JUSTE, PLUS OUVERT ET PLUS HONNÊTE

Les Canadiennes et Canadiens veulent un gouvernement qui s'engage à être juste, ouvert et honnête, et respecte cet engagement. Ils ne demandent pas la perfection. Mais ils attendent de leur gouvernement qu'une plus grande ouverture et une plus grande justice soit une importante priorité de la politique publique.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates savent que les Canadiennes et les Canadiens veulent un gouvernement plus ouvert, plus honnête et plus juste. Et nous croyons qu'ils le méritent.

Mulroney, tout comme les Libéraux, a laissé tomber les Canadiennes et Canadiens moyens

Lorsque Brian Mulroney a mené sa campagne en 1984 sur le thème d'un gouvernement plus honnête et plus ouvert, les Canadiennes et Canadiens ont voulu le croire. Malheureusement, Mulroney n'a pas respecté sa promesse à cet égard. Les Canadiens ont eu droit à la place au même genre de gestion à laquelle les avaient habitués les Libéraux.

Brian Mulroney avait déclaré qu'il rendrait plus équitable le régime fiscal. Au lieu de cela, les familles moyennes ont vu leurs impôts augmenter tandis que les bien nantis ont obtenu un allègement de leur fardeau fiscal et bon nombre de grandes sociétés rentables ne versent pas encore un sou au fisc.

Brian Mulroney avait déclaré qu'il réduirait le déficit, mais non aux dépens des personnes âgées et des familles de travailleurs du Canada. Il a alors essayé de désindexer les pensions et de réduire les allocations familiales.

Brian Mulroney avait déclaré qu'il ne s'engagerait pas sur la voie du libre échange. Il a par la suite changé d'avis. Sans même avoir un mandat de la population canadienne, il a signé une entente avec Ronald Reagan qui met en péril nos emplois, nos programmes de développement régional et de sécurité sociale et notre avenir. Son gouvernement a dépensé 30 millions de dollars pour vendre l'entente aux Canadiennes et Canadiens.

Brian Mulroney avait déclaré qu'il n'y aurait pas de favoritisme politique chez les Conservateurs. Il a nommé ses amis à des postes lucratifs et a accordé de façon déloyale des contrats gouvernementaux à certaines entreprises proches du parti conservateur. L'octroi de contrats, le processus de nomination et l'éthique au sein du gouvernement sont dans un état pire que sous les Libéraux.

La moitié des contrats gouvernementaux ne font pas encore l'objet d'appels d'offre.

Ses ministres sont incapables de faire la distinction entre leurs propres intérêts et ceux des Canadiennes et Canadiens. Mais au lieu de faire le nettoyage des moeurs politiques de son gouvernement, Mulroney a attendu la quatrième année de son mandat pour déposer des lignes de conduite en matière d'éthique qui auraient réglementé les actions et décisions au sein du gouvernement et auraient modifié les règles concernant le financement des élections. Il a cependant retiré ses deux projets de loi du programme de travail du gouvernement.

John Turner et les Libéraux attaquent le gouvernement chaque fois qu'un scandale survient. Mais, lorsqu'ils étaient au pouvoir, les Libéraux ont entretenu le favoritisme politique. Il n'est donc pas surprenant que personne ne croie John Turner lorsqu'il affirme que les Libéraux seraient plus honnêtes.

**C'est le temps d'Ed Broadbent et des Néo-démocrates ... et
d'un gouvernement plus juste, plus honnête et plus ouvert
dans toutes ses dimensions**

Ed Broadbent et les Néo-démocrates sont d'accord avec la vaste majorité des Canadiennes et Canadiens quand ils disent qu'ils en ont assez. Nous croyons que le gouvernement **peut** faire mieux. Nous savons que les Canadiennes et Canadiens ne s'attendent pas à ce que leur gouvernement soit parfait. Mais ils sont en droit de demander justice et honnêteté. Ils veulent un gouvernement qui sera à l'écoute de leurs préoccupations. Ils veulent un gouvernement qui se fera leur défenseur. Enfin, ils veulent un gouvernement assez franc pour de dire ce qu'il pense et de penser ce qu'il dit.

Ed Broadbent et les Néo-démocrates ont **répondu** aux préoccupations des Canadiennes et Canadiens moyens. Nous travaillons à l'établissement d'un gouvernement juste, honnête et ouvert, comme le veulent les Canadiennes et Canadiens.

UN ENGAGEMENT ENVERS LA JUSTICE ET L'HONNÊTÉTÉ

Un gouvernement néo-démocrate s'engagera à:

- entreprendre un processus de consultation publique sur l'éthique au sein du gouvernement
- assurer une plus grande justice par le biais d'un processus d'appels d'offre plus ouvert et plus compétitif pour les contrats du gouvernement
- revoir toutes les nominations à des organismes gouvernementaux par l'intermédiaire d'un comité composé de membres de tous les partis
- modifier les règles concernant le financement des dépenses électorales
- établir des règles claires et spécifiques concernant les principaux projets d'acquisition du gouvernement avant que les concours ne commencent et à s'y conformer de façon stricte